Place au peuple !

Jean-Luc Mélenchon

Candidat du Front de Gauche
à l'élection présidentielle
Député européen
www.jean-luc-melenchon.fr

Les Lilas, le 22 février 2012

Monsieur Patrick Peugeot
La Cimade – Président
64 rue Clisson
75013 PARIS

Monsieur le Président,

Le 24 janvier dernier, vous avez publié dans Libération une tribune que vous avez co-signée avec d'autres historiens et chercheurs dans laquelle je me reconnais pleinement. Et c'est avec plaisir que j'entends par cette lettre vous faire part des propositions que je porte en tant que candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle.

L'enjeu des élections de 2012 est considérable. Nous devons battre la droite et l'extrême droite afin de mettre un terme à ces politiques sécuritaires et racistes. Elles défigurent la République et brisent tant de vies.

Candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle, je défends par le programme « l'humain d'abord » que l'immigration n'est pas un problème.

La droite et l'extrême droite poursuivent leur stratégie de stigmatisation de l'immigration. Nous devons en comprendre les objectifs pour mieux les combattre. Le maintien de personnes en situation administrative irrégulière et la chasse qui l'accompagne ne répondent qu'à deux objectifs, tous les deux inacceptables.

Le premier est d'ordre idéologique. Face à la crise sans précédent que les tenants libéraux du système ont eux-mêmes provoquée, Sarkozy, Hortefeux, Besson, Guéant et Le Pen poursuivent un même but : détourner l'opinion publique de la dénonciation des vrais fautifs

FRONT DE GAUCHE

8, rue Chassagnolle • 93260 Les Lilas • 01 55 82 01 50
www.placeaupeuple2012.fr

de la crise, qui s'enrichissent sur le dos du peuple tout en voulant la lui faire payer. La droite et l'extrême droite tentent de déconstruire dans les consciences toutes les identités de classe pour opposer les salariés entre eux. Il s'agit pour eux de créer les conditions de la guerre de tous contre tous, de briser toutes les solidarités républicaines en agitant le spectre du bouc émissaire. Quitte à remettre en cause une à une nos libertés fondamentales. Mais le peuple, dans sa grande partie n'est pas dupe. Ce ne sont pas les immigrés qu'il faut virer mais les riches et les spéculateurs qu'il faut taxer.

Le deuxième objectif est lié aux intérêts mêmes d'une partie du patronat. Face à la mondialisation et à la recherche de toujours plus de compétitivité et de profits maximums, les personnes sans papiers constituent une armée de réserve de travailleurs sans droits, sur-exploitables. Pour les secteurs d'activité non délocalisables, comme le bâtiment et les travaux publics, la restauration, la sécurité ou l'aide à la personne, les travailleuses et travailleurs sans papiers constituent une main d'œuvre qui ne peut que se taire et accepter toutes les conditions de travail, les horaires et les rémunérations imposées, sous peine d'être expulsée. La régularisation de tous ces travailleuses et travailleurs modifiera profondément la donne, les rapports de force pour garantir l'application du droit du travail partout sur le territoire et la conquête de nouveaux droits dans l'intérêt de tous, français comme étrangers.

Avec le Front de Gauche, nous souhaitons faire de cette campagne comme de notre projet, un élément au service de la révolution citoyenne nécessaire à construire pour remettre le peuple aux commandes contre le diktat des marchés financiers. Nous aspirons à bouleverser radicalement la vie politique de notre pays pour placer enfin l'humain d'abord.

Cette campagne doit par conséquent également être un moment fort d'éducation populaire contre l'idéologie dominante qui tend à imposer ses orientations sécuritaires et racistes. Je suis convaincue que la CIMADE, à son niveau et à sa manière, y contribue en toute indépendance et je vous en remercie.

Je vous invite à prendre connaissance des documents réalisés par le Front de Gauche thématique « Pour le droit des migrant-e-s et contre le racisme » (accessible à cette adresse www.placeaupeuple2012.fr/migrants/) qui développent notre programme « l'humain d'abord » dans ce domaine.

C'est aux responsables de ce Front de gauche que j'ai demandé de répondre à vos propositions.

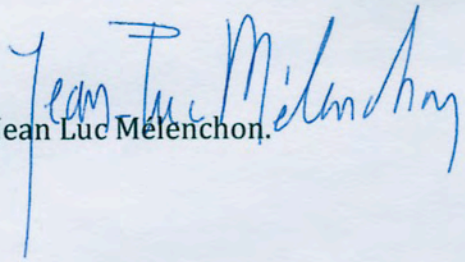
Ce sont elles que vous trouverez jointes à ce courrier.

J'espère que votre démarche contribuera, pour l'ensemble de nos concitoyennes et de nos concitoyens, à avoir accès aux contenus

précis des programmes des différent-e-s candidat-e-s et donc à pouvoir en conscience, libre et éclairée faire ses propres choix.

Quelle que soit l'issue de l'élection, les travaux et les batailles que mène la CIMADE seront toujours aussi nécessaires demain pour la défense des droits des migrant-e-s et la sensibilisation des consciences.

Je vous prie de croire, Monsieur, en mes sincères salutations



Jean Luc Mélenchon.

FRONT DE GAUCHE

8, rue Chassagnolle • 93260 Les Lilas • 01 55 82 01 50
www.placeaupeuple2012.fr

1ère proposition levier de la CIMADE : Mettre fin au chantage en dénonçant les « accords de gestion des flux migratoires » qui conditionnent la politique de coopération et de développement à des clauses de réadmission.

Le Front de Gauche est favorable à cette proposition. Il est temps de mettre un terme à l'hypocrisie du capitalisme qui pille les pays du Sud, provoquant famine, guerres, déréglementations climatiques et donc exode de survie, tout en organisant la chasse aux migrants. Nous mettrons fin aux accords bilatéraux qui conditionnent l'aide au développement à la lutte contre l'immigration. Nous engagerons la France dans une politique de coopération entre les peuples. Nous agirons en faveur des relocalisations d'activités, notamment au service de la souveraineté alimentaire. Nous combattrons les principes d'austérité du FMI et du libre échange de l'OMC. Nous engagerons la France pour l'annulation de la dette des pays pauvres.

2ème proposition levier de la CIMADE : Mettre en place une procédure unique de demande d'asile avec droit au travail.

Les politiques en matière de respect du droit d'asile doivent enfin être totalement déconnectées des politiques migratoires. Nous interviendrons pour le rattachement de l'Office français de protection des réfugié-e-s et apatrides (OFPRA) au ministère des Affaires étrangères (et non au ministère de l'Intérieur comme c'est hélas le cas sous l'actuel gouvernement). Oui, nous partageons votre proposition de mettre en place une procédure unique de demande d'asile avec droit de travail. Il faut établir un droit de demande d'asile directe auprès de l'OFPRA sans autorisation préalable des préfectures. Nous nous opposerons au règlement Dublin 2 et accorderons la liberté au demandeur d'asile de choisir son pays d'accueil. Nous supprimerons la procédure dite « prioritaire » expéditive, sans aides sociales et qui est pour nous contraire aux droits de recours à la Cour Nationale du droit d'Asile.

3ème proposition levier de la CIMADE : Attribuer un visa de plein droit à toutes les personnes pouvant se prévaloir du droit au respect de la vie privée et familiale, protégé par les conventions internationales.

Nous souhaitons restaurer pleinement le droit au regroupement familial et revenir sur l'ensemble des entorses dont il a été victime. L'ensemble des résident-e-s étranger-e-s ainsi que tous les membres de leur famille doit avoir accès aux droits communs sans restrictions. Oui, la France doit enfin respecter les conventions internationales, Droits de l'enfant, sauvegarde des Droits de l'homme. Elle doit ratifier la convention des Droits des travailleuses et travailleurs migrants.

4ème proposition levier de la CIMADE : Stabiliser le séjour par la délivrance de plein droit de cartes de résident lors du premier renouvellement pour tous les motifs liés au respect de la vie privée et familiale.

FRONT DE GAUCHE

8, rue Chassagnolle • 93260 Les Lilas • 01 55 82 01 50

www.placeaupeuple2012.fr

Nous partageons votre souci de sortir de la précarité les résident-e-s étranger-e-s. C'est pourquoi nous défendons la stabilité du droit de séjour par l'établissement d'un titre unique de séjour, la carte de résident de 10 ans. Tout résident-e-s étranger-e-s installé-e sur le territoire, qui souhaite le rester et quelles que soient les raisons initiales de sa demande de titre de séjour, doit avoir le droit à une vie privée et familiale et de travailler. Les segmentations administratives en autant de catégories que de motifs ne servent qu'à fragiliser le statut des migrant-e-s. Les travailleur-e-s migrant-e-s ne doivent plus par ailleurs se voir limités à une liste de métiers considérés en tension et à un territoire donné.

5ème proposition levier de la CIMADE : Rendre exceptionnel le placement en rétention administrative et :

§ Interdire le placement en rétention des familles, avec ou sans leurs enfants, des femmes enceintes, des personnes vulnérables (santé fragile, personnes âgées, handicapées) ;

§ Réduire la durée maximale de rétention ;

§ Fermer les locaux de rétention permanents et interdire leur création provisoire ;

Il est urgent de défendre les libertés fondamentales tant piétinées par la droite au pouvoir ! L'immigration constitue le laboratoire de la remise en cause des droits à la justice et de nos libertés. Le Front de Gauche est pour la fermeture immédiate des centres de rétention et la dépénalisation du séjour irrégulier. Bien sur, le placement en rétention des familles avec ou sans enfants, des femmes enceintes et des personnes vulnérables est d'autant plus inacceptable. Mais ne nous satisfaisons pas pour autant de l'enfermement de tout être humain, au seul motif d'être en situation irrégulière et d'avoir usé de sa liberté de circulation. Le droit européen « *s'oppose à une législation nationale qui impose une peine d'emprisonnement à un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier au cours de la procédure de retour* ». Appliquons ce droit !

6ème proposition levier de la CIMADE : Accorder un accès au droit de vote et d'éligibilité pour les élections locales et régionales aux étrangers titulaires d'un titre de séjour stable, dans le cadre d'une « citoyenneté de résidence. »

Nous sommes favorables au droit de vote et d'éligibilité des résident-e-s étranger-e-s aux élections locales dans le cadre d'une « citoyenneté de résidence ». Nous sommes par ailleurs pour la refondation républicaine. Elle passe par le retour au droit du sol intégral et le droit d'acquérir la nationalité française pour tout résident-e- étranger-e qui le souhaite dès cinq ans de résidence. Afin de garantir le vivre ensemble, nous devons garantir l'égalité d'accès aux droits pour toutes et tous. L'accès à la langue doit être développé afin de garantir les conditions d'émancipation des résident-e-s

FRONT DE GAUCHE

8, rue Chassagnolle • 93260 Les Lilas • 01 55 82 01 50

www.placeaupeuple2012.fr

étranger-e-s, un droit pour les résident-e-s étranger-e-s, un devoir pour notre République.

Si les Françaises et les Français élisent Jean-Luc Mélenchon Président de la République, voici les trois premières mesures que le Front de Gauche adopterai en matière de politique migratoire :

1. fermeture les centres de rétention et arrêt de la politique de chasse aux sans papiers qui est aussi inhumaine qu'absurde.
2. régularisation de l'ensemble des personnes en situation administrative irrégulière afin de solder la situation laissée par la droite.
3. Dépôt d'un projet de loi à l'Assemblée Nationale pour la refonte du CESEDA et l'abrogation des lois sécuritaires et racistes. Le droit d'Asile sera ainsi pleinement restauré et déconnecté des politiques migratoires et l'entrée et le droit au séjour ne dépendront plus de critères subjectifs et de l'arbitraire des préfectures.

FRONT DE GAUCHE

8, rue Chassagnolle • 93260 Les Lilas • 01 55 82 01 50
www.placeaupeuple2012.fr